

**Séance ordinaire du
lundi 5 octobre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le cinq octobre, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commerces de proximité,
artisanat et tourisme**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel ASLANIAN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

**Mesures d'aides économiques face au Covid-19 - Mise en place d'un contrat de
terrasse citoyen - Approbation**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le contexte pandémique actuel qui touche l'activité économique de notre territoire et plus particulièrement les secteurs de bars et restaurants, la Ville de Montpellier a décidé de soutenir les acteurs économiques locaux. En effet, la gestion sanitaire de la Covid 19 a obligé les services de l'Etat à des fermetures pour ce type d'activité et a entraîné de réelles difficultés financières pour de nombreuses structures.

Aussi, la Ville de Montpellier souhaite accompagner dans cette période difficile économiquement, les professionnels de la restauration et des bars qui participent au quotidien à l'attractivité de notre territoire et de notre centre-ville en particulier. La Ville a décidé de mettre en place un dispositif offrant à ces professionnels l'opportunité de demander une extension de leur occupation du domaine public.

Cette extension est assortie d'un protocole réglementaire que tout bénéficiaire devra scrupuleusement respecter, sous peine d'un retrait immédiat de l'autorisation temporaire puis de l'autorisation délivrée avant la crise.

Ce protocole sera dénommé « Contrat Terrasse Citoyen » car tout professionnel bénéficiaire s'engage par écrit en contresignant l'arrêté d'autorisation notifié par la Ville de Montpellier.

Un formulaire en ligne sera mis à disposition au plus tôt afin de faciliter la démarche pour les gérants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les conditions suivantes :

- Maintien des emplois au sein de l'entreprise bénéficiant de l'extension de terrasse ;
- Strict respect des mesures sanitaires (qui devront être ajustées en fonction de l'évolution des mesures décidées nationalement ou localement par les autorités compétentes) :
 - ✓ port du masque obligatoire pour tout déplacement au sein de l'établissement pour le personnel de l'établissement (entrée, sortie, installation à table, paiement, toilettes) ainsi que pour les personnes accueillies de onze ans ou plus lors de leurs déplacements à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement ;
 - ✓ réduction au maximum des déplacements dans l'établissement ;
 - ✓ pas de station debout : les personnes accueillies doivent avoir une place assise ;
 - ✓ distance minimale de 1 mètre entre chaque table (sauf en cas de présence d'une paroi de séparation) ;
 - ✓ distance minimale de 1 mètre entre client et serveur (sauf dans le cas où est installée une paroi de séparation) ;
 - ✓ respect du sens de circulation établi pour éviter que les gens ne se croisent ;
 - ✓ une même table ne peut regrouper que des personnes venant ensemble ou ayant réservé ensemble dans la limite de 10 personnes.
- Pas d'augmentation du nombre de couverts, tables et chaises mais juste une plus grande distanciation spatiale ;
- Pas d'installation avant l'autorisation de la Ville et contresignature de l'arrêté municipal.

Tenant compte du retour d'expérience des extensions temporaires de terrasses délivrées pour la période estivale (juin à septembre 2020), la Ville de Montpellier a décidé de n'accorder cette extension supplémentaire que pour une durée d'un mois renouvelable.

En effet, la Ville de Montpellier se réserve le droit de retirer l'autorisation si des usages non commerciaux se trouvaient empêchés/gênés par cette extension temporaire. Le cadre de vie ne doit pas être altéré par cette mesure économique et la Ville de Montpellier veillera à ce que la quiétude de l'espace public et les équilibres des usages soient maintenus et garantis.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de valider la mise en oeuvre du « contrat terrasse citoyen » et l'ensemble des dispositions qui en retournent ;
- d'acter la mise en ligne du formulaire ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Mickaël DIORE, Mme Flora LABOURIER, Mme Annie YAGUE.

**Fait à Montpellier, le 14 octobre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201005-145988-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 15/10/20
Réception en Préfecture : 15/10/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.